



Monsieur Paul CHAMPSAUR
Président
Autorité de Régulation des Communications
Electroniques et des Postes
7, Square Max Hymans
75730 Paris cedex 15

Baie-Mahault, le 10 Septembre 2007

Réf: Dr&o/em/arcep/09/07/013

Monsieur le Président,

Dans le cadre du second cycle d'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles d'outre-mer pour la période 2008-2010, je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les commentaires d'Orange Caraïbe relatifs au projet de décision mis en consultation publique du 24 juillet au 14 septembre 2007.

La première phase d'analyse du marché de gros de la terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles couvrant la période 2005-2007 avait abouti à l'imposition à Orange Caraïbe de nombreuses obligations, notamment un contrôle tarifaire pluriannuel sous la forme d'un price-cap, ainsi que de lourdes obligations de séparation comptable et de comptabilisation des coûts des prestations d'accès et d'interconnexion relatives à la terminaison d'appel vocal directe.

Orange Caraïbe estime que le nouveau projet de décision de l'Autorité, actuellement soumis à consultation publique, comporte des avancées positives, notamment s'agissant de la suppression du crédit temps et de l'appréciation de la notion de non excessivité, et répond au besoin de prédictibilité exprimé par grand nombre d'opérateurs avec la mise en place d'un nouveau « price-cap » sur 3 ans.

Cependant, celui-ci ne laisse pas présager pour Orange Caraïbe un allègement des nombreuses obligations qui lui incombent pour la période 2008-2010.

En tout premier lieu, Orange Caraïbe s'interroge sur la pertinence du projet de l'Autorité en matière de maintien de la CEA (charge d'établissement d'appel) pour certains opérateurs malgré la diminution significative annoncée au 1^{er} janvier 2009.

Cette pratique tarifaire n'existe plus ni chez Orange Caraïbe, ni chez Orange Réunion ainsi que chez les opérateurs métropolitains. Aussi, Orange Caraïbe estime qu'il aurait été souhaitable que l'Autorité envisage une suppression totale de la CEA et ce dès le 1^{er} janvier 2008.

En référence à la dernière analyse comparative du GRE (Groupe des Régulateurs Européens) publié en janvier 2007, Orange Caraïbe note que la démarche de l'Autorité dans sa volonté d'appliquer à nouveau une réduction du niveau de la terminaison d'appel proche de 50% sur la nouvelle période 2008-2010, est en contradiction avec les pratiques des principaux régulateurs européens.

En effet, sur les 3 dernières années plus de la moitié des pays de la zone Europe ont connu une baisse inférieure ou égale à 25%, alors qu'Orange Caraïbe sur les DOM subissait dans le même temps une baisse de 50%. Aussi, Orange Caraïbe s'étonne que le projet de l'Autorité considère à nouveau une baisse de 50% pour la période 2008-2010.

Orange Caraïbe constate par ailleurs que les tarifs de TA 2007 en France métropolitaine (7,8 c€) sont déjà inférieurs de 30% à la moyenne européenne et s'interroge sur la pertinence de cette politique drastique de diminution du tarif de la TA renouvelée par l'Autorité.



Orange Caraïbe s'étonne, qu'au 1^{er} janvier 2009, son tarif de terminaison d'appel (8,7 c€) soit proche de celui de Bouygues Télécom (8,5 c€), au regard de la taille du marché métropolitain et du niveau de coûts inférieurs à ceux des leaders domiens.

Par ailleurs, Orange Caraïbe regrette que l'Autorité n'ait pas pris en compte dans son processus de décision les surcoûts liés à la situation géographique domienne, et rappelle qu'elle a fourni à l'Autorité à plusieurs reprises depuis fin 2005, dans le cadre de ses courriers et réponses aux précédentes consultations publiques, des éléments chiffrés mettant en évidence la présence de ces surcoûts dans les DOM.

Orange Caraïbe se tient à la disposition de l'Autorité pour toutes informations complémentaires qui permettraient de prendre en considération cette spécificité géographique lors d'une prochaine consultation.

Orange Caraïbe observe que le projet de l'Autorité maintient une asymétrie tarifaire durable dans le temps sur le marché antillo-guyanais, avec des écarts jugés excessifs pour la période 2008-2010, respectivement de 45% avec Digicel et de 102% avec Outremer Telecom en 2008.

Une analyse comparative avec le marché réunionnais démontre que, pour la période 2008-2010, les asymétries sont hétérogènes sur l'Outremer ; en effet, l'écart constaté entre les deux principaux opérateurs de ce marché est stable (2,5 c€) et n'excède pas 24% en 2008.

Orange Caraïbe rappelle par ailleurs, que sur la période 2005-2007, l'écart entre Orange France, SFR et Bouygues Telecom n'a pas excédé 20%.

Cette contrainte récurrente supportée par Orange Caraïbe ne permet pas une réduction significative du risque de la distorsion concurrentielle et n'assure pas les conditions du développement d'une concurrence loyale sur le marché antillo-guyanais.



Orange Caraïbe est d'accord avec l'Autorité sur l'existence d'un marché pertinent global Antilles-Guyane comprenant les départements de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique mais s'étonne de l'hétérogénéité des tarifs que l'Autorité désire imposer sur la période 2008-2010 concernant Outremer telecom.

En effet, Orange Caraïbe considère qu'une arrivée tardive sur le marché de l'opérateur Outremer Telecom n'est pas un motif recevable pour pratiquer des niveaux de TA différents sur les Antilles et la Guyane alors même que celui-ci disposait de toutes les autorisations sur l'ensemble du territoire depuis 2001.

Enfin, l'analyse de la situation concurrentielle actuelle sur les marchés de détail n'apporte pas d'éléments nouveaux qui permettraient d'étayer une détérioration concurrentielle sur ces marchés et justifierait de renforcer les obligations tarifaires pour Orange Caraïbe au regard par ailleurs des niveaux de TA pratiqués en Europe.

Aussi, Orange Caraïbe souhaite que le présent projet de décision sur les marchés de gros mobile renforce les obligations tarifaires des opérateurs Digicel et Outremer Telecom (réduction des asymétries), afin d'apporter au marché un signal d'efficacité et les conditions de développement d'une concurrence loyale au bénéfice de l'ensemble des consommateurs, en conformité avec les attentes de la Commission Européenne.

Mes services restent bien entendu à la disposition des services de l'Autorité pour toute précision que vous souhaiteriez.

En vous souhaitant une bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Jean Philippe Gay,
Directeur Général